

**Union européenne - Communiqué
de presse de M. Nicolas Hulot,
ministre de la transition écologique
et solidaire, et de Mme Brune
Poirson, secrétaire d'Etat auprès du
ministre de la transition écologique
et solidaire - Conseil des ministres
européens de l'environnement : La
France emmène l'Europe sur la voie
de l'ambition**

(Luxembourg, 25 juin 2018)

Nicolas Hulot et Brune Poirson ont participé au conseil des ministres européens de l'environnement, lundi 25 juin à Luxembourg, pour défendre notamment le relèvement de l'ambition climatique, de nouvelles règles volontaristes sur les émissions des véhicules, ainsi qu'une stratégie forte de l'Europe pour réduire les pollutions plastiques. A quelques jours de la présentation de son plan biodiversité, la France a aussi souhaité mobiliser ses partenaires sur les enjeux de la protection de celle-ci.

En marge du Conseil, les ministres de l'environnement de 14 Etats membres de l'Union européenne ont signé une déclaration appelant l'Europe à annoncer dès la COP24 qu'elle reverrait à la hausse son ambition climatique (en annexe). Cela passera par un engagement d'aller au-delà des 40% de réduction d'émissions de gaz à effet de serre en 2030. L'objectif précédent avait été annoncé en amont de la COP21. Or, les dernières études scientifiques montrent qu'il faudra aller au-delà pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous des 2°C, voire 1,5°C. Par ailleurs, la déclaration adoptée appelle la Commission à présenter dans sa stratégie de long terme un scénario visant la neutralité de ses émissions de gaz à effet de serre en 2050. Jusque-là, les engagements du Conseil Européen étaient de réduire de 80% à 95% les émissions en 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

Pour Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, "conformément au Plan Climat, nous souhaitons que l'Europe revoie ses engagements à la hausse. Il y a une semaine, au dialogue de Petersberg, nous étions une nouvelle fois interpellés par les îles Marshall dont le territoire est menacé de submersion sous l'effet de la hausse du niveau des mers. Nous ne pouvons pas ignorer cet appel, et nous devons répondre présents et assumer le rôle de chef de file de l'Union Européenne. C'est un message fort que nous envoyons aujourd'hui avec les ministres de 13 autres pays européens, pour réussir la COP24".

Pour réaliser ces objectifs, le secteur des transports, responsable de 30% des émissions de l'Union, doit être mis à contribution. C'est le dernier grand secteur pour lequel les objectifs pour 2030 restent à définir. C'est la raison pour laquelle la France a porté lors la réunion du Conseil des Ministres des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions polluantes de véhicules légers et lourds. La France souhaite aller au-delà de la proposition de la

Commission Européenne qui n'est pas à la hauteur de l'ambition climatique, et propose d'aller jusqu'à 40% de réduction des émissions de CO2 en 2030 par rapport aux niveaux de 2021. La France est convaincue que l'Europe doit s'orienter vers des véhicules "sans émissions" en 2040, et qu'une transformation en profondeur de ce secteur est possible grâce aux ruptures technologiques à venir.

Nicolas Hulot et Brune Poirson ont aussi souligné l'importance de mettre en cohérence la politique commerciale de l'Union européenne avec les objectifs de l'Accord de Paris. Les deux ministres ont donc appelé les Etats Membres à intégrer les éléments contraignants de l'Accord de Paris parmi les clauses essentielles des accords commerciaux. "Nous ne pouvons plus accepter de signer des accords commerciaux avec des pays qui ne participent pas à l'effort global de lutte contre le changement climatique ou qui ne respectent pas le socle minimal de l'Accord de Paris" a rappelé Nicolas Hulot.

En matière de lutte contre les pollutions plastiques, la France a plaidé en faveur de l'interdiction des objets en plastique à usage unique fortement générateurs de déchets marins, en particulier des sacs plastiques fins à usage unique, des pailles et des contenants en polystyrène, des gobelets, verres et assiettes jetables non compostables. "Les plastiques à usages uniques représentent un fléau pour les océans, la biodiversité, mais aussi la santé humaine. Nous devons sortir du "tout plastique". La France soutient donc au niveau européen l'interdiction des objets en plastique à usage unique fortement générateurs de déchets marins dans le prolongement de Feuille de route pour l'économie circulaire adoptée le 23 avril dernier en France" a souligné Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire.

La France a également encouragé ses partenaires, lors de ce Conseil, à se saisir de l'agenda 2020 pour la préservation de la biodiversité et créer une dynamique internationale sur ces questions, de la même ampleur que celle qui a eu lieu sur le climat. A ce titre, la France soutient les propositions de la Commission sur les insectes pollinisateurs et a appelé notamment à une réduction de l'usage des pesticides et une prise en compte de cette problématique dans la politique agricole commune de l'Union.

Enfin en matière d'accès à l'eau, la France a soutenu l'initiative de la Commission pour garantir ce principe fondamental reconnu par le socle européen des droits sociaux, en s'appuyant sur une demande forte des citoyens européens. Aujourd'hui, de nombreux européens ne sont pas connectés à un réseau d'eau potable, alors que tous les citoyens européens doivent avoir accès à l'eau potable./.